

# Sortir de la crise globale

## Vers un monde solidaire et écologique

ATTAC

Sous la direction de Jean-Marie Harribey et Dominique Plihon

Mai 2009 – éditions La Découverte 149 pages 10 €

Notes de lecture de Jean-Paul Allétru – Novembre 2009

L'humanité n'a sans doute jamais été confrontée à des défis d'une telle ampleur qu'aujourd'hui. Tous les humains qui se sont succédé sur cette Terre ont sans doute eu le sentiment de vivre une période unique. Mais il y a des raisons objectives de penser que c'est aujourd'hui vraiment le cas. Ce n'est donc pas trop demander que d'appeler à prendre un peu de temps pour y réfléchir.

Crise financière, crise économique, crise sociale, crise écologique, comment tout cela s'articule-t-il ?

Il nous faut le comprendre si nous voulons trouver les moyens d'en sortir.

Cet ouvrage court, « Sortir de la crise globale », qui va à l'essentiel, écrit par un groupe de travail animé par Jean-Marie Harribey et Dominique Plihon, nous donne une analyse lumineuse et convaincante des politiques suivies dans les cinquante dernières années, et débouche sur un ensemble de propositions.

A nous, citoyens, de nous en emparer, pour construire un autre monde, solidaire et écologique.

*Ces notes de lecture ne sauraient remplacer la lecture directe de l'ouvrage. Si elles incitent ses destinataires à se le procurer, leur but sera atteint.*

La crise qui a éclaté en 2007 n'est ni conjoncturelle, ni passagère. Elle est systémique, c'est-à-dire qu'elle renvoie aux structures même de l'économie et de la finance mises en place au cours des décennies 1970 et 1980.

Ce n'est pas seulement une crise économique ; c'est aussi, de façon indissociable, une crise écologique et une crise de la démocratie, bref, une crise de la totalité sociale.

### Les différentes facettes de la crise.

**Crise financière et économique.** Printemps - été 2007 : le marché de l'immobilier se retourne aux Etats-Unis (surproduction, les prix cessent de monter) ; les ménages américains modestes qui avaient souscrit des emprunts à taux variable ne peuvent honorer leurs échéances, car les taux d'intérêt ont brutalement augmenté, à la suite d'une décision de la banque centrale des Etats-Unis ; les banques transforment les hypothèques prises sur les logements en titres financiers ; ces titres financiers, qui ont été disséminés dans les portefeuilles des innombrables institutions financières et fonds de placement, voient leur valeur chuter. En juin 2007, la banque Bear Stern annonce la faillite de deux de ses fonds spéculatifs, en juillet, les Bourses dévissent...

Les Banques centrales injectent massivement des liquidités. Mais cela ne suffit pas pour empêcher la crise de liquidité de se répandre partout et de se propager à l'économie réelle (récession de la plupart des pays capitalistes développés). Malgré les plans de relance de Georges Bush puis Barack Obama, le chômage subit une forte hausse.

La **crise sociale**, elle, a commencé bien avant. Depuis un quart de siècle, la part des richesses produite (la « valeur ajoutée ») allant aux salariés se réduisait, corrélativement à la montée de la part des profits. En raison d'un rapport de force très défavorable aux travailleurs touchés ou menacés par le chômage, les patronats et les gouvernements ont réussi à imposer d'une part la mobilité du capital à l'échelle internationale (et donc de mettre en concurrence les travailleurs, notamment par le jeu des délocalisations), d'autre part la déconnexion entre l'évolution des salaires et celle de la productivité du travail ; tout en réduisant le périmètre de la protection sociale (assurance-maladie, retraites collectives, ...).

Dans les pays du Sud, la crise sociale prend d'autres formes : répression de la grève générale des travailleurs coréens en 1996-1997, « émeutes de la faim » au premier semestre 2008 (dues aux hausses spectaculaires des prix des céréales, liées à la spéculation par les fonds de placement).

Le constat d'une **crise écologique** est lui aussi ancien : conférence mondiale de l'ONU à Stockholm en 1972, à Rio de Janeiro en 1992. Aucun des objectifs fixés par le protocole de Kyoto (1997), pourtant peu ambitieux, n'a été atteint. Le marché du permis d'émission de gaz à effet de serre (GES) n'a eu strictement aucun effet écologique. Pour limiter le réchauffement planétaire à une valeur de + 2 °C au-dessus de la température moyenne terrestre à l'époque préindustrielle (faute de quoi, l'emballement risque de devenir incontrôlable), il faudrait que les émissions annuelles mondiales soient divisées par deux à l'horizon 2050 par rapport à 1990 (et donc, pour les pays industrialisés, que la baisse atteigne entre 25 % et 40 % en 2020, et entre 90 % et 95 % en 2050, toujours par rapport à 1990).

L'épuisement du pétrole, comme du gaz naturel et de l'uranium, est une affaire de quelques décennies tout au plus.

Une **crise de la globalisation**. Avec le recul, il apparaît aujourd'hui que les « trente glorieuses » (les trente années qui suivirent la fin de la deuxième guerre mondiale) ne furent, dans beaucoup de pays, qu'une phase de rattrapage des énormes dégâts provoqués par « trente années de guerre » (deux guerres mondiales encadrant la sévère crise des années 1930).

A la fin de cette période, les taux de profit s'étaient fortement émoussés (à partir du milieu des années 1960 aux Etats-Unis, quelques années après en Europe et au Japon). Les représentants de la haute bourgeoisie financière mondiale, la Commission trilatérale, les institutions financières internationales et les gouvernements des principaux pays industrialisés imposèrent le virage du néolibéralisme. A marche forcée, le monde s'engagea sur la voie des déréglementations, des privatisations, pour restaurer rapidement les taux de profit.

La déréglementation financière engendra la prolifération d'« innovations » : produits dérivés, titrisation, marchés à terme, rachat d'actions, effet de levier, stock-options. Il s'ensuivit une instabilité chronique, débouchant périodiquement sur la montée d'une bulle spéculative suivie d'un krach. Aux Etats-Unis, la stabilisation de la demande fut assurée par un développement considérable de l'endettement.

Mais cette tentative de soumettre et aliéner toujours davantage l'être humain, et avec lui, toutes les ressources naturelles est proprement insoutenable.

**La crise écologique nous oblige à renouveler le cadre de l'analyse critique du capitalisme contemporain et de l'alternative à lui opposer : puisque la croissance économique matérielle infinie est impossible, il est impératif de repenser le développement humain.**

### **La relation entre finance et production.**

Le « théorème de Schmidt » (« les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ») -dont on nous a bassiné- n'a pas fonctionné [ce n'était donc pas un vrai théorème, et la soi-disant « science économique » n'est pas une science. Commentaire JPA] . **Une masse croissante de profits non investis a été principalement distribuée sous forme de revenus financiers, et c'est là que se trouve la source du processus de financiarisation.**

L'exigence de la finance d'une rentabilité très élevée vient, par un effet retour, peser sur les conditions de l'exploitation des travailleurs.

La grande force du capital financier est d'ignorer les frontières géographiques ou sectorielles, parce qu'il s'est donné les moyens de passer très rapidement d'une zone économique à une autre, d'un secteur à l'autre.

Et pourquoi le capitalisme investit-il une proportion moindre de ses profits ? La raison profonde tient à **l'écart croissant qui existe entre les besoins sociaux de l'humanité et les critères propres au capitalisme**. La demande sociale se porte sur des marchandises qui ne sont pas susceptibles d'être produites avec le maximum de rentabilité. Les gains de productivité autorisés par les nouvelles technologies et l'innovation conduisent à une offre (rentable) qui est de moins en moins en adéquation avec cette demande sociale qui, du coup, n'apparaît pas suffisamment rentable.

Ce système apparaît ainsi **totallement dépourvu de légitimité**. La régression sociale est explicitement revendiquée comme la principale condition de réussite du système.

Les effets de la crise immobilière et financière se transmettent à l'économie réelle à travers plusieurs canaux : restrictions sur le crédit ; dévaluation du patrimoine financier et immobilier des ménages ; climat d'incertitude générale ; les dépenses publiques consacrées à nationaliser de fait les institutions en difficulté vont obliger à réduire les dépenses ou augmenter les impôts.

La réglementation de la finance est un remède nécessaire, mais qui ne peut suffire, parce qu'il ne s'attaque pas aux racines du mal.

### **Trente ans de néolibéralisme.**

Pendant les « trente glorieuses », les politiques conjoncturelles d'inspiration keynésienne, sur la base d'un arbitrage inflation/chômage, accordent la priorité à la croissance et à l'emploi, au détriment de la stabilité monétaire. Mais le ralentissement des gains de productivité à partir de la décennie 1960 se traduit par une baisse de rentabilité des entreprises.

Dans l'ombre des *think-tanks* (inspirés par Friedrich von Hayek et Milton Friedmann), le capital prépare sa revanche : ce sera le néolibéralisme.

L'objectif n°1, affirmé dès la réunion du G7 à Tokyo en juillet 1979, devient la lutte contre l'inflation. Ronald Reagan et Margaret Thatcher sont les champions de la nouvelle

orientation : austérité salariale, défiscalisation massive avec la baisse des tranches les plus élevées de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, restructurations industrielles se traduisant par des milliers de licenciements et la désindustrialisation de régions entières, et répression syndicale frontale.

Tous les gouvernements de pays industrialisés vont suivre. En France, le gouvernement de Pierre Mauroy s'y rallie, après avoir tenté une relance keynésienne pendant un an. L'indexation des salaires sur les prix est abandonnée ; des privatisations massives d'entreprises publiques sont ensuite décidées lors du retour de la droite au gouvernement en 1986. De conjoncturelle, cette politique acquiert un caractère structurel quelle que soit la majorité. Il s'agit d'adapter l'appareil productif français à la mise en concurrence généralisée que signifie l'étape de la mondialisation.

A partir du milieu de la décennie 1980, la déréglementation financière, permettant aux détenteurs de capitaux de placer et déplacer leur épargne partout dans le monde, conditionne les choix de politique économique au « jugement des marchés ».

Signé en 1986, l'Acte unique européen transforme la Communauté européenne en un espace intégré où les marchandises, les capitaux et les services circulent librement. Il consacre la supériorité du droit communautaire sur le droit national. Selon la « nouvelle macroéconomie classique », le rôle des gouvernements doit se limiter à garantir la « crédibilité » de la politique monétaire vis-à-vis des marchés financiers. La banque centrale devient indépendante (c'est-à-dire n'a plus de comptes à rendre aux instances élues démocratiquement).

Dans les pays du Sud, la croissance du PIB, fondée sur des stratégies d'industrialisation par substitution aux importations, est très rapide jusqu'au début des années 1980. Les banques occidentales se bousculent pour consentir des prêts.

Mais, avec le recul de l'inflation, les taux d'intérêt réels augmentent brutalement, les pays débiteurs ne peuvent rembourser leur dette. Les prêts des pays riches cessent, les pays pauvres sont contraints de payer les intérêts (« le tiers-monde finance les pays riches » !), et néanmoins la dette s'accroît... Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale imposent partout des politiques d'ajustement structurel inspirées par le « consensus de Washington » (libéralisation -privatisation- stabilisation). Les conséquences sont dramatiques : épidémies, malnutrition, freins à la scolarisation, mortalité maternelle et infantile. Les crises bancaires se multiplient : Mexique 1994, Thaïlande 1997, Brésil 1999, Argentine 2001.

Dès 1983, les taux de profit des entreprises recommencent à augmenter, rapidement, dans tous les pays industrialisés, tandis que la part des salaires dans la valeur ajoutée diminue. Les inégalités augmentent.

### **Aux Etats-Unis : la fuite en avant.**

La crise de 1929 peut être interprétée comme celle du passage brutal d'un monde de petits producteurs à celui du salariat. Instaurée dans l'après-guerre, la régulation fordiste vise, pour éviter des dépressions de l'activité économique, à soutenir la demande globale par des salaires élevés.

La baisse des taux de profit (du milieu des années 1950 au début des années 1980) conduit, on l'a vu, au changement de cap, le néolibéralisme succédant au fordisme.

Pour maintenir la demande à un niveau élevé, alors que les secteurs publics et nationalisés ont été démantelés, il faut pousser les ménages à s'endetter : **le surendettement de ménages** mis en régime de surconsommation remplace aux Etats-Unis le pacte social keynésien.

Les ménages américains se sont habitués au plaisir de consommer la quasi-totalité de leur revenu tout en se rassurant au spectacle de la valorisation continue de leur patrimoine.

Dès lors, suralimentée en liquidités, l'économie navigue de bulle en bulle (bulle internet, bulle immobilière, bulle des matières premières...). De même, une bulle immobilière a éclaté en Grande-Bretagne et en Espagne.

En 2001, les Etats-Unis avaient absorbés à eux seuls près de 80 % de l'épargne mondiale ! Le déficit public atteint 7 % du PIB en 2008. **Un krach du dollar peut se produire si les opérateurs se persuadent que la chute du billet vert va s'accélérer.**

### **Les crises néolibérales dans les pays du centre et en périphérie**

L'économie mondiale a été secouée par une dizaine de crises depuis le début des années 1980 (crise de la dette, krach boursier de 1987, caisses d'épargne aux Etats-Unis en 1988, Japon, effondrement du SME, Mexique, Russie, bulle internet, , Argentine, crise de 2007-2008). Une cause commune : la libéralisation des systèmes financiers nationaux et des mouvements internationaux de capitaux. Parce qu'elle incite les acteurs bancaires et financiers à des prises de risque excessives ; parce qu'elle incite à la spéculation, qui se déplace sur des marchés financiers interdépendants. Les innovations (eurodollars, produits dérivés, titrisation, ...) contribuent à accroître fortement le risque systémique d'effondrement global, à cause de l'opacité et du volume des transactions.

### **La crise financière, acteurs et mécanismes.**

Comment la finance, et plus particulièrement les marchés boursiers, ont-ils fini par jouer un rôle prédominant dans le fonctionnement de l'économie ?

Plusieurs facteurs ont joué : la mise en œuvre d'une politique délibérée de déréglementation des marchés ; les déficits budgétaires en forte augmentation dans les pays industrialisés et le recours aux émissions obligataires pour les financer ; la très forte augmentation des portefeuilles d'actifs financiers gérés par les investisseurs (de 3500 milliards d'euros en 1995 à 14 000 milliards en 2007) ; l'innovation financière débridée.

**Les investisseurs internationaux** jouent un rôle croissant : fonds de pension, notamment américains et britanniques, qui gèrent l'épargne -retraite , sociétés d'investissement, organismes de placement collectif –SICAV et OPCVM en France- , compagnies d'assurance, fonds spéculatifs (hedge-funds), fonds souverains (Chine, Russie, Qatar, Dubaï, ...). Ils **exigent des entreprises des rendements élevés**. Et ils cherchent à amener les dirigeants des entreprises à se conformer aux intérêts des actionnaires par des **stock-options**, indexées sur la valeur boursière de l'entreprise.

Pour obtenir ces profits élevés, les entreprises procèdent notamment à la fermeture des usines jugées insuffisamment rentables (d'où des « licenciements boursiers ») ; au recours à la sous-traitance...

L'entreprise est considérée par l'investisseur comme un actif financier dont il s'agit d'augmenter la valeur sur les marchés. Or sa finalité devrait être avant tout la production de biens et de services. Elle devrait viser à une efficacité économique, sociale et écologique globale, et s'inscrire dans une dynamique de développement où les savoirs, savoir-faire et compétences prendraient tout leur sens et deviendraient véritablement source de valeur pour tous.

**Les banques** jouent un rôle central dans la crise financière. *On se reportera à l'ouvrage pour tout savoir sur les crédits hypothécaires subprime, les CDO (collateralized debt obligations), le shadow banking, les « véhicules financiers spéciaux » (SIV)...toutes innovations non dénuées d'effets pervers.*

Sachant qu'elles pourraient se débarrasser de leurs crédits à risque grâce à la titrisation, les banques ont été incitées à augmenter leur offre de crédits, visant les ménages les moins fortunés.

Les montages financiers sont devenus de plus en plus opaques et incontrôlables.

Les agences de notation américaines (Standard & Poors's et Moody's) ont sous-évalué les risques.

**Le déclenchement de la crise.** Les ménages états-uniens ont massivement emprunté pour leur consommation et leurs achats immobiliers. La banque fédérale américaine (Fed) a brutalement augmenté le taux d'intérêt (de 1% à 5% entre 2004 et 2006). Le marché immobilier a été freiné sévèrement, la hausse des prix est passée de 20 % à 0%. Les ménages ont du verser des intérêts plus élevés. Et les plus pauvres ont du revendre leur logement. En décembre 2007, **un million de foyers** (soit 2,5 millions de personnes ) **ont ainsi été jetées à la rue**. Les prix immobiliers ont chuté, le marché des CDO s'est effondré, les banques d'investissement ont été à leur tour en difficulté.

Les nouvelles normes comptables, qui obligent à enregistrer la plupart des actifs dans les bilans à la « valeur de marché » n'ont fait qu'aggraver la situation.

La crise s'est ensuite propagée au reste du monde, d'autant plus facilement en Europe que, depuis les années 1990, les pays de l'Union européenne avaient mis en place des politiques de libéralisation financière dans le cadre du marché unique des capitaux.

### **La crise financière se transmet à la sphère productive.**

Les banques, fragilisées, réduisent brutalement les crédits qu'elles accordent. Cette crise de liquidité provoque le krach boursier de septembre et octobre 2008.

Les ménages voient leur patrimoine baisser et diminuent brutalement leur consommation. Les entreprises sont touchées par la baisse de la demande. Le nombre de faillites augmente. En particulier pour les entreprises qui avaient fait l'objet de rachat par des holdings avec un effet de levier d'endettement important (les fameux *LBO*).

Les faillites d'entreprise créent, à leur tour, par les mécanismes d'assurance, une charge sur les banques.

La crise se transmet ainsi du secteur financier au secteur réel, mais aussi du secteur réel vers la finance.

Les économies entrent donc dans une spirale de récession.

Aux Etats-Unis, le chômage devrait se situer fin 2009 vers les 9,5 % de la population active (à comparer à 4,5% à l'été 2007). Le déficit public devrait monter à 10%.

La Grande-Bretagne est fortement touchée. L'Espagne également, dont la croissance a reposé sur une spéculation immobilière effrénée. L'Allemagne devrait connaître une forte récession.

La France aurait pu traverser la crise au moindre mal, mais la politique du gouvernement Fillon menée depuis 2007 a aggravé les effets de la crise financière, avec la déflation salariale directe (remise en cause de s 35 heures) et indirecte (remise en cause des montants de prestation de retraite et de santé). Le plan de relance de 26 milliards d'euros annoncé en décembre 2008 a été trop tardif, trop limité, et ne répond ni au problème de la surévaluation de l'euro, ni à la grève du crédit des banques.

La croissance restera plus soutenue dans les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine).

Les racines de la crise actuelle ne sont financières qu'en apparence. C'est un modèle social, dont les Etats-Unis se sont voulu le prototype et des pays comme l'Espagne, le Royaume-Uni ou encore l'Irlande les zélés imitateurs, qui est en crise.

**Il n'y aura pas de rupture avec ce capitalisme financiarisé sans une remise en cause du partage des revenus. La protection du travail industriel à faible et moyenne qualifications est une condition de la stabilité de la demande intérieure si l'on veut éviter l'endettement excessif des ménages. Cela ne sera pas possible sans le recours assumé à des politiques de relocalisation de l'activité reposant notamment sur des mesures de contrôle des capitaux ainsi que des échanges commerciaux soumis à des normes sociales et écologiques.**

### **Le système se rapproche-t-il de ses limites ?**

Le néolibéralisme peut être compris comme l'idéologie qui sous-tend l'expropriation continue et systématique de l'ensemble des biens communs, l'eau, l'énergie, le vivant et sa capacité de reproduction.

La déréglementation du marché du travail, l'idéologie productiviste du « travailler plus pour gagner plus », la concurrence étendue à l'ensemble de la planète livrée à la loi du libre-échange, la prédation sans limites des ressources naturelles tendent à réaliser l'utopie macabre du travail et de la nature devenues effectivement marchandises comme les autres.

Les conséquences écologiques globales de la politique de croissance et du productivisme, la gigantesque consommation de ressources énergétiques et minéralogiques qu'ils occasionnent furent déjà exposées dans le rapport Meadows du Club de Rome en 1972 (*Halte à la croissance*) ou encore du sommet de Stockholm des Nations unies en 1972.

La profondeur de la crise sociale des années 1980 a réactualisé la question sociale, qui a alors occupé le centre des résistances, les autres préoccupations apparaissant comme secondaires ou périphériques au vu de l'urgence sociale. Mais la globalisation économique, en s'attaquant à toutes les limites s'opposant à la marchandisation et à la croissance infinies, a paradoxalement révélé les limites écologiques du monde.

**La simultanéité de l'explosion des déséquilibres financiers, sociaux, agricoles, écologiques, n'est pas un hasard de calendrier, mais le signe des limites atteintes par un système** qui a imposé la logique économique de rentabilité à court terme à l'ensemble des sociétés et qui a soumis ou tenté de soumettre l'ensemble des champs de la vie sociale à la logique économique.

**Dans le cadre de la pensée de la gauche**, la question sociale, à travers laquelle sont posés les conflits entre le capital et le travail, a souvent été considérée non seulement comme prioritaire, mais comme exclusive et suffisante pour assurer les transformations sociales. **L'idée de limite s'y trouve encore souvent congédiée et versée au rayon des théories réactionnaires ou des ruses du « grand capital ».**

L'urgence sociale ne doit pas éluder la nécessité d'une transition, dès aujourd'hui, vers un système écologiquement soutenable. Cela suppose de se délivrer de l'espoir de transcender les limites écologiques avec des inventions techniques, dont nous savons qu'elle ne font souvent que les repousser, tout en aggravant la dégradation sociale et environnementale – l'exemple des agrocarburants est à ce propos particulièrement éclairant.

Loin de désarmer, nos néolibéraux enfourchent désormais la crise écologique elle-même pour en faire une nouvelle « opportunité » de croissance économique et de valorisation financière. S'il y a des limites à l'expansion infinie de la production, il n'y a pas de limite à la volonté de domination du capital. C'est précisément à l'ensemble des mouvements sociaux de poser ces limites. Cela suppose de définir collectivement les choix d'autolimitation qui s'imposent pour

reconstruire un projet social et politique, qui passe par la redistribution des richesses et la redéfinition des droits, à l'échelle des Etats et au niveau international.

### **Propositions pour articuler les objectifs sociaux et écologiques.**

Les gouvernements essaient de relancer en toute hâte l'économie, abandonnant pour l'instant leurs dogmes de rigueur néolibéraux, et semblant renouer avec des principes keynésiens, naguère abhorrés. Relancer de manière aveugle, fût-ce pour produire des voitures propres à la place de voitures polluantes, n'est pas à la hauteur des enjeux. La perspective qu'une fraction de l'économie répare ce que l'autre détruit enlève toute pertinence à la notion de capitalisme vert.

Il faut imposer une nouvelle logique : remettre la finance à sa place (au service de l'humanité et non l'inverse) ; donner la priorité au social et à l'écologie.

Nous devons exiger la mise en place d'un **pôle financier public européen**. Sous le contrôle des représentants des citoyens et des salariés. Consentant des prêts à taux bas pour les financements d'investissements créateurs de richesses et d'emploi, à taux élevés pour dissuader les opérations spéculatives. Permettant la création monétaire au profit des Etats.

Il faut aussi abroger l'article 63 du traité de Lisbonne qui interdit tout contrôle des mouvements de capitaux ; remplacer le Pacte de stabilité et le croissance qui a volé en éclat avec la crise par un Pacte pour l'emploi et l'écologie.

Il faut **faire reculer le financement de l'économie par le marché** et revenir à un financement bancaire, soit à partir de l'épargne, soit grâce à la création monétaire (on se reportera à l'ouvrage pour trouver une série de mesures d'urgence pour aller en ce sens).

On sait très bien ce qu'il faudrait faire pour éradiquer les paradis fiscaux : mettre sous contrôle public les organismes de compensations, tels que Clearstream ; lever le secret bancaire ainsi que la liberté totale de transferts de fonds sans justification.

Il faut aussi créer une fiscalité internationale pour financer les biens publics mondiaux, et comme instrument de redistribution et de solidarité entre les pays du nord et du Sud : en taxant les transactions financières, la consommation énergétique, la production de déchets toxiques (dont les déchets nucléaires) ; en prélevant sur les bénéfices consolidés des entreprises transnationales un impôt uniforme de 25 %.

Aujourd'hui, la finance domine le gouvernement de la planète. En haut de la pyramide, on trouve le FMI et la Banque des règlements internationaux. Cette domination de la finance doit être remise en cause. **Au sommet de l'architecture mondiale doivent se trouver l'ONU et ses organisations (OMS, OIT, UNESCO, FAO)** porteuses des valeurs fondamentales. Le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, doivent être placés sous l'autorité effective de l'ONU (qui elle-même doit être radicalement réformée).

### **Il faut aussi qu'au sein de l'entreprise la source du pouvoir ne puisse plus provenir de la seule propriété des capitaux.**

Les nouveaux modes de pilotage des entreprises, associés au rééquilibrage des pouvoirs institutionnels, seront en mesure d'orienter l'action économique vers une nouvelle efficacité productive et sociale, et non plus seulement financière, comme c'est le cas aujourd'hui.

Une **remise en cause radicale de la distribution des revenus** est une priorité pour rompre avec la logique du capitalisme financier (*on trouvera dans l'ouvrage une série de mesures en ce sens : suppression des stock-options, création d'un service public du logement,*



*interdiction des licenciements et des délocalisations dans les entreprises qui font des bénéfices, fixation dans chaque pays d'un salaire minimum, taux d'imposition fortement progressifs...).*

Sur l'écologie, il s'agit de **retrouver la maîtrise collective du cadre de la vie humaine**. On trouvera dans l'ouvrage là encore un ensemble de propositions : *relocalisation des activités, fiscalité écologique, développement de l'économie sociale, priorité à la fabrication d'objets durables, ....*

**Cette crise de la mondialisation révèle le bien-fondé de la démarche altermondialiste. Elle donne raison à ses analyses critiques qui avaient montré le caractère non soutenable de la mondialisation néolibérale, sous l'emprise de la finance. Il faut que le mouvement social parvienne à créer un rapport de force politique favorable face aux acteurs publics et privés qui gouvernent aujourd'hui le monde. Seule une alliance large entre les forces de transformation sociale progressistes permettra d'atteindre cet objectif.**